



# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault  
Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-111 - Séance du 16 octobre 2019

### ACTES

#### 4. Fonction publique

##### 4.2 Personnels contractuels

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	16	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 16 octobre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 10 octobre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 10 octobre 2019.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour RODENAS François, SUAY Régine pour MARTY Philippe, KASZUBA Christophe pour BASSO Béatrice, AMALVY Marie-Thérèse pour MONIN Séverine, CORDEAU Damien pour MAZOLLIER Elisabeth, VANGREVELYNGHE Patricia pour DESTAILLATS Aline, RAMORA Anna pour MICHEL Yves.

**Absents :** SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain (excusé).

**Secrétaire de séance :** DUCAMP Ludovic

## **N° DLM 2019-111 – RECENSEMENT DE LA POPULATION : RECRUTEMENT D'AGENTS RECENSEURS**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, articles L. 2122-21 et R. 2151-1 à R. 2151-4;

**Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

**Vu** le Décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

**Vu** le Décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

**Vu** le Décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population ;

**Vu** l'Arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

**Vu** l'Arrêté du 15 octobre 2003 portant création du modèle national de la carte d'agent recenseur

**Vu** l'Arrêté du 16 février 2004 fixant l'assiette des cotisations de sécurité sociale pour les agents recrutés à titre temporaire en vue des opérations de recensement de la population ;

**Vu** l'Arrêté du 19 juillet 2007 relatif à la diffusion des résultats du recensement de la population ;

**Vu** le Décret n° 2009-637 du 8 juin 2009 relatif au recensement de la population, aux dotations de l'État aux collectivités territoriales et au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France.

**Considérant** l'obligation faite aux communes de réaliser les enquêtes de recensement de la population,

**Considérant** que le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre d'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de la population,

**Considérant** que compte tenu du chiffre légal de la population 2015 et des estimations fournies par l'INSEE, le nombre de logements à recenser 2020 est estimé à 2500. Cette opération de recensement nécessite de créer 20 postes d'agents recenseurs,

Il est proposé pour les agents ne relevant de la fonction publique :

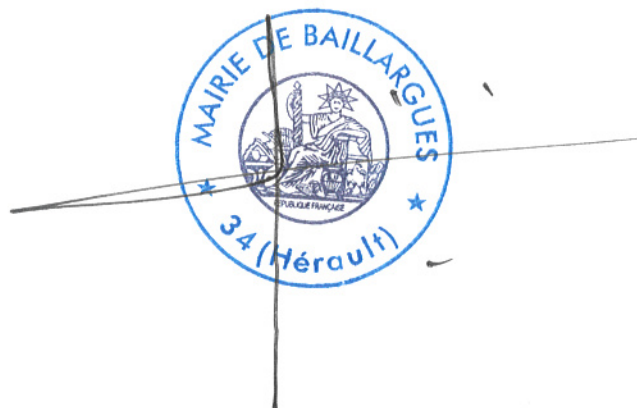
- de rémunérer la formation des agents recenseurs (2 demi-journées) sur la base d'un forfait de 80 €
- de rémunérer la tournée sur la base d'un forfait de 90€
- d'appliquer la rémunération suivante de la collecte des bulletins
  - Tarif de la feuille par logement : 0.90€ par feuille et 1€ par internet
  - Tarif de la feuille par personne : 1.30€ et 1.40€ par internet
  - Tarif de la feuille par logement non enquêté : 2.10€

Il est proposé, pour les agents de la commune de Baillargues, de les rémunérer sur la base d'un versement d'heures supplémentaires, correspondant au montant global issu de la tarification énoncées ci-dessus.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Sandrine GAUTIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ACCEPTE** la création de 20 postes d'agents recenseurs pour le recensement de la population en 2020.

Considérant Pour extrait conforme,  
Le 18 octobre 2019,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.*

Envoyé en préfecture le 28/10/2019

Reçu en préfecture le 28/10/2019

Affiché le



ID : 034-213400229-20191018-DLM2019\_111-DE